

BAROMÈTRE

des mobilités du quotidien

2^e édition



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

THINK TANK

Communiqué de presse

22 mars 2022

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 28 MARS 21h30

13,3 millions de Français en situation de précarité mobilité

Pour traiter conjointement la montée de la précarité et le défi climatique, tout en palliant le déficit des politiques publiques, Wimoov et la FNH plaident pour un plan d'accompagnement pour tous aux mobilités durables.

La dépendance à la voiture individuelle, et plus particulièrement aux carburants fossiles, alimente la précarité et les inégalités. 13,3 millions de personnes sont ainsi en situation de "précarité mobilité" en France. Un phénomène massif que la FNH et Wimoov ont chiffré à l'occasion de la seconde édition du Baromètre des mobilités du quotidien, enquête menée auprès de 13 000 Français entre octobre et décembre 2021. Alors que la crise énergétique en Europe pointe du doigt notre dépendance aux fossiles, FNH et Wimoov montrent que les mesures de court terme ne suffiront pas. L'accompagnement vers la sortie des carburants fossiles et la réduction de la dépendance à la voiture solo sont nécessaires pour relever le double défi climatique et social. En la matière, les politiques publiques sont défailtantes. Nos organisations appellent donc à un plan social d'accompagnement vers les mobilités durables.

La précarité mobilité : une réalité aux multiples facettes

Les facteurs qui créent la "précarité mobilité" sont multiples : des budgets carburants déjà élevés, des voitures vieillissantes, des distances à parcourir qui s'allongent ou l'absence de solution alternative à la voiture. Pour d'autres, c'est tout simplement le fait de n'avoir ni voiture, ni vélo, ni abonnement aux transports collectifs qui rend le quotidien toujours plus difficile. Cette précarité, sous ses différentes facettes, engendre des renoncements à se déplacer, pour travailler, accéder aux soins, aux loisirs etc.

Ainsi le Baromètre met en évidence que 13,3 millions de personnes sont en situation de précarité en matière de mobilité. Elles représentent 27,6% de la population totale des 18 ans et plus.

Ces personnes se décomposent en deux catégories :

Tout d'abord, 9 millions de personnes, soit 18% des Français de 18 ans et plus, sont concernées par une situation d'insécurité en matière de mobilité. Ces personnes peuvent être touchées par un ou plusieurs des facteurs de "précarité mobilité" mesurés par le Baromètre.

Parmi ces 9 millions de Français, le Baromètre nous apprend que :

- 3,6 millions d'entre eux sont notamment concernés par la **précarité carburant** : il s'agit des personnes qui ont un bas revenu, des dépenses en carburant élevées et /ou qui doivent déjà restreindre leurs déplacements.
- 4,3 millions sont notamment concernés par la **vulnérabilité mobilité**. Celle-ci caractérise les ménages à bas revenu qui ont des conditions de mobilité contraignantes, telles qu'une longue distance à parcourir, l'absence d'alternative à la voiture ou des véhicules vieillissant.

- 5,3 millions de Français sont notamment concernés par la **dépendance à la voiture**. Ce facteur est bien plus large et n'est pas lié à la situation économique personnelle. Il concerne tous les automobilistes qui ont des dépenses élevées en carburants, et des conditions de mobilité contraignantes comme les longues distances ou qui n'ont pas d'autre choix que la voiture.

Notons que 2,5 millions de Français cumulent deux ou trois de ces facteurs d'insécurité.

Ensuite, s'ajoutent à ce chiffre 4,3 millions de Français, soit 10% de la population, qui n'ont aucun équipement individuel ou abonnement à un service de transport collectif.

Ce chiffrage de 13,3 millions de personnes concernées par la "précarité mobilité", met en lumière les fragilités d'une société toute entière, dépendante de la voiture individuelle - et, pour la majorité des automobilistes, des carburants fossiles - ou tout simplement oubliée des politiques publiques. D'autant que les difficultés pour se déplacer peuvent parfois se cumuler aux difficultés pour se chauffer ou se nourrir. La France compte en effet 12 millions de personnes concernées par la précarité énergétique et 5 à 7 millions de citoyens touchés par la précarité alimentaire.

Inégalités et climat : les politiques publiques en matière de mobilité sont défaillantes

Les résultats du Baromètre posent un autre constat très clair : les politiques publiques sont défaillantes. Trop souvent elles ne prennent pas en considération les besoins des différentes catégories de population, et notamment ceux des plus fragiles. Elles bénéficient avant tout aux populations les plus aisées ou aux seuls urbains.

A titre d'exemple, la politique ferroviaire axée sur les **lignes à grande vitesse** a d'abord profité aux CSP+ alors que le réseau intermédiaire et les petites lignes se réduisaient. Autre illustration, la politique du tout-voiture, qui exclut une part significative de la population. Enfin, le passage à l'électrique contient un risque social, ignoré par les politiques publiques : l'absence de politiques incitant à l'évolution des usages automobiles, et notamment le partage, met en danger les populations qui resteront dépendantes du thermique.

Résultats : les écarts se creusent

- Dans les **couronnes périurbaines**, la voiture est le mode principal pour 87% des Français, contre 71% au niveau national. 79% disent ne pas avoir le choix de leur mode de déplacement, contre 45% au niveau national.
- Si le Baromètre nous apprend qu'**1 Français.e.s sur 4 a changé ses habitudes** de mobilité (plus de marche, de vélo par exemple) depuis 2 ans, ce sont d'abord les CSP+ et les habitants des métropoles. A l'inverse, 80% des ouvriers affichent une dépendance à la voiture.
- Enfin, au sein des actifs, de nouvelles formes d'inégalités apparaissent : les personnes ne pratiquant pas le **télétravail** affichent une dépendance plus forte à la voiture (52%).

Si les Français sont conscients des enjeux environnementaux, à 72%, et considèrent urgent d'agir, une part significative des automobilistes n'a pas aujourd'hui la possibilité de choisir un autre mode de déplacement. Or l'empreinte carbone des mobilités pèse ainsi toujours aussi lourd : 16% des émissions de gaz à effet de serre de la France sont émises par les voitures particulières. Il est plus que jamais indispensable d'accompagner le changement des pratiques.

La nécessité d'un plan national d'accompagnement aux mobilités durables et inclusives

Il est plus que jamais nécessaire de sortir de l'impasse. C'est la condition pour respecter les objectifs climat et réduire durablement les inégalités. La FNH et Wimoov appellent le futur gouvernement à :

1. Renforcer les mesures d'urgence face à la crise énergétique :

- Renforcer les aides à l'acquisition de vélos, vélos électriques, vélo cargo.
- Accélérer le déploiement du réseau cyclable en renforçant les investissements
- Favoriser le partage de véhicules : systématiser les aires de covoiturage dans toutes les communes.

2. Lancer un plan social national d'accompagnement vers les mobilités durables :

La prise en compte des besoins de mobilité des habitants est indispensable et doit devenir la clé des politiques publiques de mobilité. Il est nécessaire de rompre avec une politique de l'offre, centrée sur les infrastructures. Ensuite, les entreprises ont un rôle clé à jouer, et il est temps de faire évoluer la gouvernance vers plus de transversalité. Enfin, ce plan d'accompagnement devra pouvoir compter sur une politique d'investissement massif notamment dans les alternatives et en particulier le ferroviaire. Ce plan permettra une application juste et ambitieuse de la Loi mobilité sur les différents territoires au cours des années à venir.

Ce sont là les conditions pour atteindre les objectifs climat et sortir des millions de Français de la précarité mobilité.

Qu'est-ce que le Baromètre des mobilités du quotidien ?

La FNH et Wimoov publient le 2nd Baromètre des mobilités du quotidien, deux ans après la première édition. Ce baromètre repose sur une enquête menée auprès de 13 000 personnes en France. Il mesure les pratiques de mobilité des Français, leur capacité et aspirations à utiliser les différentes solutions de mobilités et notre capacité collective à réduire l'empreinte environnementale des déplacements, qui compte parmi les plus gros émetteurs de GES en France. Le Baromètre constitue un outil de suivi des politiques publiques. Son originalité réside dans une analyse fine des enjeux sociaux liés à la décarbonation des transports, et des réalités territoriales qui doivent être prises en compte dans cette transformation majeure.

Contact presse :

Florence Bardin – Agence F - 06 77 05 06 17 - florence.bardin@agencef.com